

La nécessité de s'assurer de la qualité des prestations offertes par les partenaires des mandats : le cas de la ville de Genève dans le domaine de la petite enfance

Vendredi 27 avril 2018

Sandra Capeder, cheffe de service
Service de la petite enfance
Département de la cohésion sociale
et de la solidarité

Le contexte

- Secteur ayant évolué rapidement ces 15 dernières années
- 76 structures d'accueil, 4000 places en exploitation, 5000 enfants accueillis quotidiennement, 82% de taux de couverture des besoins exprimés
- Gouvernance associative: projet de municipalisation reporté depuis plusieurs années
- Service communal très impliqué dans le soutien aux structures, à leurs comités et leurs directions
- Attentes fortes de la population en matière de réponse à la demande, de qualité et d'équité des prestations

Le contexte au niveau politique

- Volonté des pouvoirs publics de répondre aux besoins de la population
- Enjeu politique fort
- Contexte budgétaire tendu
- Subventionnement à hauteur de 100 mio pour la municipalité

Besoin d'un meilleur cadrage du versement de la subvention

Contrats de prestation

Suite au report d'un changement de gouvernance du dispositif, mise en place de contrats de prestation en 2017

- Volonté de préciser le cadre, les responsabilités des acteurs et les attentes de la municipalité
- Enjeu « d'harmonisation des prestations » en réponse aux demandes des familles et en terme d'enjeu de politique publique

Les difficultés rencontrées

- Réactivité forte des acteurs à l'annonce de mise en place des contrats de prestation: sentiment d'ingérence et de confusion des rôles
- Crainte des directions d'une perte d'autonomie encore plus importante
- Inquiétudes des comités de gestion bénévoles d'un accroissement de leurs responsabilités

La mise en place de ces contrats a visibilisé la fragilité de la gouvernance associative

Analyse de la situation de crise

- La municipalité a mis en place depuis de nombreuses années un pilotage de proximité, en lien avec le projet de municipalisation
- L'abandon de ce projet a suscité de vifs mécontentements, notamment de la part des employeurs
- La mise en place des contrats de prestations n'a pas suffisamment pris en compte les éléments inhérents au contexte
- Une réaction forte des acteurs a suivi, nommant un fort sentiment d'ingérence

Gestion de la crise

- Redéfinir les rôles, les responsabilités et les périmètres d'intervention
- Revoir les modalités de pilotage de l'autorité de subventionnement
- Fixer des indicateurs clairs / objectifs de politique publique
- Rappeler les contraintes du subventionnement au déficit

Comment ajuster progressivement les prestations à une norme Ville de Genève ?

- Mise en perspective régulière des prestations versus besoins des familles
- Affirmation des éléments souhaités au niveau de la politique publique
- Projets transversaux accompagnés: exemple de l'éveil aux langues
- Evaluation des contrats comme outil d'ajustement